



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU CHER

**Direction Départementale de la Cohésion Sociale
et de la Protection des Populations
Pôle de la Protection des Populations
Service de la Santé et de la Protection Animales
et de l'Environnement
Unité Protection de l'Environnement**

**Installation classée soumise
à autorisation n° 7089
SAS AXIROUTE**

**Arrêté préfectoral n°2016-DDCSPP-294
portant mise en demeure de la SAS AXIROUTE
(exploitation de carrière et d'installations de premier traitement à Corquoy)**

La Préfète du Cher,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, en particulier, ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 du Président de la République nommant Mme Nathalie COLIN, Préfète du Cher ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-1-0008 du 1^{er} janvier 2016 accordant délégation de signature à M. Thierry BERGERON, Directeur Départemental de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations du Cher ;

Vu la décision du 29 août 2016 donnant délégation de signature aux agents de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations du Cher ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2002.1.133 du 21 février 2002 pour l'exploitation d'une carrière et d'installations de premier traitement de matériaux sur le territoire de la commune de Corquoy ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2013-DDCSPP-120 du 14 juin 2013 modifiant les prescriptions de l'arrêté d'autorisation susvisé et transférant l'autorisation à la SAS AXIROUTE ;

Vu le rapport d'inspection en date du 21 octobre 2016 adressé à l'exploitant à la suite à la visite d'inspection réalisée le 6 octobre 2016 ;

Vu la lettre de réponse de l'exploitant en date du 24 novembre 2016;

Vu l'acte de cautionnement établi le 4 juin 2012 et expirant le 21 février 2017 précisant que le cautionné est la SARL Pierre Naturelle de Bourgogne et établi pour un montant de 78 664 euros ;

Considérant que l'exploitant n'a pas notifié à Mme la Préfète du Cher la cessation d'activité de la carrière 6 mois avant, soit avant le 21 août 2016, conformément à l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2002-1- 133 du 21 février 2002 susvisé ;

Considérant que l'exploitant n'a pas adressé à Mme la Préfète du Cher un document attestant la constitution des garanties financières suite au changement d'exploitant au profit de la SAS AXIROUTE ;

Considérant que l'exploitant n'a pas adressé à Mme la Préfète du Cher un document attestant la constitution des garanties financières pour un montant de 583 435,41 euros correspondant à la phase d'exploitation en cours conformément à l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2002-1-133 susvisé ;

Considérant que ces constats, réalisés lors de l'inspection du 6 octobre 2016, constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

Considérant que, face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SAS AXIROUTE de respecter les dispositions des articles 2.1.1 et 2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2002.1.133 du 21 février 2002 susvisé ;

Sur proposition du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations,

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

La société SAS AXIROUTE, dont le siège social est situé zone industrielle Orchidée - 18570 La Chapelle Saint Ursin, qui exploite sur la commune de Corquoy une carrière et des installations de premier traitement de matériaux, est mise en demeure de notifier la cessation d'activité de la carrière et des installations de traitement des matériaux et de déposer un dossier de cessation d'activité comprenant un plan à jour et un mémoire sur l'état du site, **avant le 21 janvier 2017.**

Article 2 :

La société SAS AXIROUTE est mise en demeure de transmettre un acte de cautionnement correspondant au montant des garanties financières de 583 435,41 euros **dans un délai de quinze jours.**

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 3 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1er ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture du Cher, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à l'exploitant et au maire de Corquoy.

Bourges, le 29 décembre 2016

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Directeur départemental de la cohésion sociale
et de la protection des populations,

Signé

Délais et voies de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée **auprès du Tribunal Administratif d'Orléans (28, rue de la Bretonnerie, 45054 Orléans Cedex 1) :**

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

